

14 Eclairage



En Belgique, Ozana Rodriguez montre la photo de son fils Mulder, parti se battre en Syrie après avoir été, dit-elle, endoctriné par un groupe islamiste. (YVES HERMAN/REUTERS)

Comment «déradicaliser»?

DJIHADISME Début 2016, la France ouvrira ses deux premiers «centres de déradicalisation». Depuis près d'un an, des expériences sont déjà menées en milieu pénitentiaire. Mais peut-on vraiment «déprogrammer» un individu «radical»?

RINNY GREMAUD

Les annonces datent de quelques jours après les récents attentats de Paris. Mais la réflexion, elle, est en cours depuis plus longtemps. Comment détecter les terroristes en puissance, et les prendre en charge avant qu'ils ne passent à l'acte? Quels sont les indicateurs pertinents de la dangerosité d'un individu? Comment gérer les sorties de prison, ou les retours de Syrie?

Alors que chaque nouvel attentat montre qu'une partie au moins des auteurs était déjà connue des services de renseignement, la volonté politique de prévenir, de prédire, est à son comble. En France, le premier ministre a récemment annoncé l'ouverture, début 2016, de deux «centres de déradicalisation». Les budgets sont approuvés, il ne reste que les emplacements à trouver. Mais un «centre de déradicalisation», de quoi s'agit-il au juste?

«La notion même de «radicalisation» est très floue. Où commence-t-elle? Sur le plan des idées? Dans l'intention de passer à l'acte? Dans l'incitation à la violence? Sur la base de cette notion très imprécise, on essaie à présent d'élaborer son contraire, la «déradicalisation». Je suis très critique envers cette terminologie.» Fethi Benslama est psychiatre et professeur à l'Université de Paris-Diderot. C'est lui, aussi, qui dirigera le volet psychologique des deux centres en projet. «Je n'ai jamais

envisagé de travailler dans quelque chose qui porte le titre de «déradicalisation». Le projet, antérieur aux récents attentats, est celui d'un centre de «réinsertion républicaine». L'objectif initial était de réinsérer ceux qui peuvent l'être, de les aider à retrouver une place dans la société.»

Population hétérogène

Le premier de ces centres accueillera des personnes sur une base volontaire, et notamment des jeunes femmes de retour de Syrie ou «identifiées comme radicalisées», indique Sébastien Pietrasanta, député socialiste des Hauts-de-Seine et rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme. Le second sera destiné à des jeunes hommes, majeurs, qui y seront envoyés et retenus sur la base d'une décision de justice, mais «la question de la contrainte pénale reste encore à clarifier», précise le politicien, également auteur d'un rapport sur la déradicalisation commandé par Manuel Valls et rendu en juin 2015.

«On pourrait y envoyer, par exemple, les personnes condam-

Il y a des terreaux psychologiques ou sociaux plus fragiles que d'autres

nées pour apologie du terrorisme, ou celles qui font l'objet d'une interdiction de territoire.» Une alternative à la prison pour une population entre deux eaux juridiques. «La difficulté, c'est qu'on ne peut pas traiter de la même manière une gamine de 15 ans partie se marier en Syrie, et un homme identifié comme un kamikaze potentiel. Alors que certains pourraient être pris en charge dans le cadre d'un programme individuel en milieu ouvert, d'autres doivent être traités en milieu fermé, pour protéger la société.» Or, la prison, où se mélangent toutes sortes de criminels, ne constitue pas non plus l'environnement adéquat pour un suivi individuel.

Ces deux centres de déradicalisation devraient donc accueillir leurs «résidents» pour une durée de dix mois. Le programme pédagogique n'est pas encore clairement arrêté, mais il pourrait ressembler à l'expérience actuellement menée dans deux prisons de France. Ouisa Kies est sociologue, mandatée depuis janvier par l'administration pénitentiaire pour diriger le premier programme de détection et de prise en charge des détenus «radicalisés». Elle participe aussi à l'élaboration du contenu pédagogique des deux futurs centres. «La méthode que nous expérimentons ne consiste pas à produire un contre-discours qui viserait, par exemple, un désengagement idéologique. Nous cherchons d'abord

«Lorsqu'une personne a fait une expérience qui a impliqué tout son être, on ne peut pas remonter le temps et la lui enlever»

FETHI BENSLAMA, PSYCHIATRE

à établir un lien avec chaque individu, en fonction de son parcours.» Entre suivi psychologique et groupes de discussion, chacun est amené à se questionner sur ses représentations du monde, de la géopolitique, de la laïcité. Et surtout, sur sa représentation de lui-même et la place qu'il pourrait occuper dans la société. «Nous travaillons sur la déstigmatisation et la remise en confiance.»

Pas de profil type

En effet, rappelle la sociologue, la radicalisation, qui mène au passage à l'acte violent, est un processus long et multifactoriel. «Il n'y a pas de profil type. Les signes ostensibles d'une pratique religieuse assidue, par exemple, sont insuffisants pour détecter la radicalisation.» Il ne suffit pas non plus d'avoir fréquenté une mosquée salafiste, la mauvaise chaîne YouTube, ou la mauvaise cellule

de prison, pour basculer du jour au lendemain dans le terrorisme.

Mais il y a des terreaux psychologiques ou sociaux plus fragiles que d'autres. «Il faut observer les parcours de violence, subie et reproduite, les ruptures sociales, les échecs personnels, comprendre le contexte familial, la situation économique. Se demander, par exemple: le détenu est-il indigent? Si oui, il pourrait lui arriver de se faire aider par des personnes mal intentionnées, qui, par la suite, se serviront de lui pour des actions violentes.»

Par ailleurs, souligne la sociologue, tous les lieux de socialisation, virtuels ou réels, sont des lieux de radicalisation potentiels. Comme l'école, et surtout la famille: «On a pu le constater dans plusieurs attentats récents, ce sont souvent des frères qui passent ensemble à l'action.»

Contrairement à une idée controversée mais qui s'est beaucoup répandue dans les médias – notamment à travers des figures comme celle de Dounia Bouzar – l'engagement auprès de Daech relève moins de l'embrigadement sectaire et de la manipulation mentale que d'un profond malaise social. Ouisa Kies: «Lorsqu'on prend le temps de les écouter, certains de ces jeunes ont une vision terriblement juste de la société, et leur volonté de s'engager dans le terrorisme se fonde sur des arguments parfaitement rationnels. Les discriminations qu'ils subissent, la mauvaise

image qu'ils ont des institutions, des hommes politiques, les inégalités dont ils sont victimes, tout cela fait qu'ils ne croient plus à rien. La violence est pour eux la seule manière de se faire entendre.»

Traumatismes de guerre

A cela s'ajoute, pour ceux qui reviennent de Syrie, les traumatismes liés à la guerre. Là encore, les profils sont très hétérogènes. Leur seul point commun, c'est qu'ils sont jeunes, parfois à peine majeurs. Certains, qui ont fui Daech, ont fait l'objet de menaces, ne savent plus vers qui se tourner, sont dans une situation d'extrême précarité psychique.

Or, les êtres humains ne sont pas déprogrammables, rappelle Fethi Benslama. «On ne peut pas défaire un individu de ce qu'il a été ou de ce qu'il a vécu. En tout cas, ce n'est pas mon optique, ni celle de la psychanalyse. Lorsqu'une personne a fait une expérience qui a impliqué tout son être, on ne peut pas remonter le temps et la lui enlever. Le travail à faire, avec une telle population, ne consiste donc pas à aller à l'encontre d'une idée, ou à entrer dans des discussions anti-doctrinales. Il s'agit plutôt de cheminer avec l'individu, pour créer une situation de confiance, pour l'amener à repenser son engagement, découvrir avec lui les processus qui l'ont amené à cela, et trouver en lui les ressources du changement.» ■